

« Paris ne doit pas prendre de décisions brutales »

Valérie Pécresse, présidente de la région, craint que la piétonnisation des voies sur berge à Paris ne pénalise les banlieusards. Transports, primaires, lycées... Elle nous répond sur les dossiers chauds de la rentrée.

C'EST SA PREMIÈRE rentrée en tant que présidente de la région Ile-de-France, après dix-sept ans de règne du socialiste Jean-Paul Huchon. Elue en décembre dernier, Valérie Pécresse (LR) a fait de la « révolution des transports », un thème martelé durant sa campagne, sa priorité numéro un. Elle se dit attendue sur ce sujet, notamment après la hausse du passe Navigo. Et n'hésite pas à brocarder Anne Hidalgo, la maire (PS) de la capitale, sur les voies sur berge à Paris dont les habitants venant de l'extérieur risquent de faire les frais. **Après la décision du préfet de police de Paris d'accorder un test de six mois sous conditions au projet de piétonnisation des voies sur berges rive droite voulue à Paris, quelle est votre position sur ce sujet clivant entre la banlieue et Paris ?**

C'est une première victoire du bon sens. Mais je veux aller plus loin. Je vais créer un comité d'évaluation régional indépendant qui analysera les conséquences de la fermeture en matière de pollution de l'air, de trafic et de bruit. Sa présidence sera confiée à une personnalité réputée dans ce domaine. Cette évaluation doit se faire sur une année entière car tout le monde sait que les pics de pollution à Paris et en Ile-de-France ont lieu autour de mai et juin.

« Si on veut moins de voitures à Paris, il faut que les Franciliens puissent avoir un autre choix, ce que beaucoup n'ont pas »

Etes-vous contre cette piétonnisation ? Vous semblez dire qu'Anne Hidalgo la joue en solo...

La piétonnisation est une idée séduisante. Mais tout est dans la manière de faire. Je suis garante de la cohésion sociale d'un territoire de 12 millions d'habitants, Paris compris. Paris ne peut prendre des décisions brutales, sans une vraie concertation et sans tenir compte de l'impact sur la banlieue. Sans des mesures compensatoires, nous risquons la congestion de la circulation à Paris, sur le périphérique et l'A86, mais aussi de rajouter des milliers de voyageurs dans des trains Paris-banlieue et des RER déjà saturés.

Mais redonner de l'air à la capitale n'est-il pas une noble cause ?

Si on veut moins de voitures à Paris, il faut que les Franciliens puissent lâcher leur voiture et avoir un autre choix, ce que beaucoup n'ont pas aujourd'hui. Je vais lancer un plan 1 000 bus dès la rentrée. Il faut aussi plus de parkings dans les gares et des parkings relais aux portes de Paris. Je ferai des propositions à l'automne. Nous allons installer le wifi gratuit dans 150 gares d'ici fin 2017, avec des espaces de « micro working » pour se brancher et travailler avec ses tablettes et ordinateurs, ce qu'on ne peut pas faire dans sa voiture. L'objectif, c'est que le temps de transport devienne plus agréable et utile.



Paris (VII^e). Valérie Pécresse, présidente (LR) de la région Ile-de-France, s'estime « garante de la cohésion sociale d'un territoire de 12 millions d'habitants, Paris compris ». (LP/Olivier Corsan.)

Vous évoquez les transports en commun ? Où en êtes-vous de votre objectif annoncé de 700 trains neufs d'ici 2022 ?

C'est la priorité des priorités. La révolution des transports est engagée. Je sais que je serai jugée essentiellement sur l'amélioration des transports. Début 2017, nous en aurons fini avec les rames à un étage sur le RER A. Les nouveaux trains vont arriver sur les lignes R et L. Les lignes les plus en difficulté et les plus lointaines sont prioritaires, ce qui n'était pas le cas avant. En passant, je pousse un cri d'alarme. La SNCF a pris l'engagement de mettre dès 2017 sur la table 800 M€ chaque an-

née, pendant dix ans, pour la régénération des infrastructures du réseau en Ile-de-France. Cela concerne, par exemple, les caténaires ou encore les rails. Le compte n'y est pas. L'Etat doit agir !...

Et votre combat contre la fraude ?

La fraude, c'est 400 M€ par an de manque à gagner et c'est injuste. C'était tabou d'en parler, mais je vois désormais que tous s'y rallient ! Nos actions commencent à produire leurs effets. J'ai assigné des objectifs très concrets : pour la RATP 20 M€ de recouvrement d'amendes en plus, pour la SNCF, 10 M€. Par ailleurs, un décret, dont on attend la parution imminente, obligera les

voyageurs sans billet à justifier leur identité. A défaut, on pourra être retenu jusqu'à quatre heures dans la gare ...

Le passe Navigo unique a augmenté de 3 € le 1^{er} août dernier pour passer à 73 € par mois. D'autres augmentations vont-elles suivre ?

La vérité, c'est que le vrai prix, il est à 85 €. La hausse de 3 euros cette année épargne les plus fragiles et elle est dans la ligne des hausses des années précédentes. Va-t-il augmenter ? Il est illusoire de dire qu'il n'augmentera pas dans les 70 ans à venir ! Mais je m'engage à ce que toute augmentation soit justifiée par l'amélioration de la qualité de service. C'est ce qui se passe à cette rentrée : 1 000 bus, les parkings, la sécurité (NDLR : 70 gares supplé-

mentaires seront vidéoprotégées). Je rendrai des comptes aux usagers. On ne fait pas de la démagogie en faisant croire aux gens qu'on peut tout faire sans payer. On me dit qu'à Londres, le métro est ouvert toute la nuit. Cela a un coût, le Passe y est à 415 € par mois. A ce prix-là, je suis même prête à mettre des coussins ! **Le métro la nuit, un projet illusoire ?**

Ma priorité est la sécurité, les trains et les RER ! Je ne dépenserai pas l'argent que je n'ai pas !

L'autre actualité, c'est la rentrée scolaire. La gauche vous accuse d'avoir supprimé près de 100 M€ pour la rénovation et l'entretien des lycées...

Avec 400 M€ d'investissements cette année dans les lycées, c'est plus que chacune des six années de la mandature précédente. Je ne sais pas d'où ils sortent leurs chiffres.

« C'est dur parce que je place la barre haut »

Le préfet de région a dit non aux tests salivaires que vous vouliez mettre en place dans les lycées...

Rendez-vous pour les assises du décrochage scolaire mi-octobre. Je ne peux pas les mettre en place si les recteurs refusent sur instruction du gouvernement. Mais je vous le dis très clairement : détourner le regard et mettre la tête dans le sable face à une des causes majeures du décrochage scolaire, c'est une faute morale. Moi, je relève les défis. Mes solutions ne sont peut-être pas les meilleures. Je dis banco, trouvez-moi mieux...

On ne vous a pas entendu sur les primaires...

Et ce n'est pas demain ! Je vais d'abord présenter un certain nombre de propositions qui me tiennent à cœur et qui ne sont pas du tout dans les débats. Je plaide pour un nouveau round de décentralisation. Quand on voit les réussites dans les métropoles mondiales, elles ont été faites par les territoires eux-mêmes...

Comme Manuel Valls, vous dites welcome aux Britanniques pour bénéficier du Brexit. Avez-vous avancé vos pions ? Peut-on rêver d'une City en région parisienne ?

J'ai démarré très fort avec mon bras armé Paris Région Entreprise car il fallait se positionner vite auprès des investisseurs. C'est une course de fond, qui demande de l'endurance. Nous avons certes des atouts, mais un gros handicap : la fiscalité et notre complexité administrative. Beaucoup de choses dépendront de la présidentielle.

François Hollande a confié qu'être président, « c'est plus dur que j'avais imaginé ». Est-ce votre cas ?

C'est dur parce que je place la barre haut : mettre fin au « mal transport », construire des logements, créer de l'emploi... Et parce que le gouvernement coupe brutalement tous mes moyens. Je dois faire beaucoup plus avec beaucoup moins.

Propos recueillis par **FRÉDÉRIC CHOLET** ET **BERTRAND SCHNEIDER**